



## Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

## **Aménagement durable - Délégation de Service Public (DSP) de Transport Urbain - Convention pour le versement d'une indemnité d'imprévision exceptionnelle au Subdélégataire - Retrait de la délibération n°M2022-230 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération n°M2018-210 en date du 31 mai 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le choix de la société anonyme d'économie mixte TaM pour la gestion de la Délégation de Service Public (DSP) portant sur les services de transport public urbain pour la période 2018-2024. Ce contrat de DSP, qui a été signé le 27 juin 2018, est opérationnel depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2018 pour une période de 6 ans.

Par délibération n°M2018-667 en date du 21 décembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°1 au contrat de DSP, visant à acter la création de la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole (T3M) et approuver le contrat de subdélégation entre la société TaM et la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole, pour la période 2019-2024.

Par délibération n°M2019-754 en date du 18 décembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°2 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en œuvre du nouveau réseau de bus urbains et suburbains au 1er septembre 2019 et à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du Délégataire et d'investissements du délégant.

Par délibération n°M2020-468 en date du 17 décembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°3 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la crise sanitaire de la Covid-19 d'une part, et de la mise en place de la 1<sup>ère</sup> phase de la gratuité d'autre part.

Par délibération n°M2021-322 en date du 28 juillet 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°4 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en place de la 2<sup>e</sup> phase de la gratuité et d'une optimisation de l'offre du réseau, et à mettre à jour les programmes d'investissements du délégant.

Par délibération n°M2021-630 en date du 14 décembre 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°5 au contrat de DSP, visant principalement à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du délégataire et à prendre en compte les impacts techniques et financiers de plusieurs dispositions relatives au contrat de DSP et à l'exploitation du réseau de transports collectifs.

Par délibération n°M2022-230 en date du 31 mai 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°6 au contrat de DSP, visant principalement au versement d'une indemnité d'imprévision exceptionnelle s'élevant à 450 K€ pour le subdélégataire T3M, au titre de l'année 2021. Lors de l'exercice du contrôle de légalité exercé par la Préfecture de l'Hérault, cette dernière a estimé, dans un recours gracieux reçu le 30 juin 2022, que le versement à une indemnité d'imprévision exceptionnelle telle que prévue à l'article L6 3<sup>e</sup> du code de la commande *« n'a pas pour finalité de modifier un contrat mais de venir en compensation de la part de déficit liée aux circonstances imprévisibles »*. A ce titre, cette indemnité ne peut donc faire l'objet d'un avenant mais d'une convention. La Préfecture demande donc le retrait de l'avenant n°6 et de la délibération visant à sa signature ainsi que la formalisation du versement d'une indemnité d'imprévision par une convention liée au contrat.

La Métropole prend acte du recours gracieux de la Préfecture de l'Hérault et prend cette présente délibération en réponse, afin de formaliser l'indemnisation du subdélégataire T3M par l'intermédiaire d'une convention liée au contrat sous la forme d'un protocole transactionnel d'indemnisation et non plus de celle d'un avenant.

Il est rappelé que le subdélégataire a subi une baisse de 32% de son chiffre d'affaires en 2021, par rapport à l'année 2019 de référence, soit près de 900 K€ ; par ailleurs, son déficit d'exploitation est estimé à près de 600 K€. La situation nette de la société se trouve ainsi fortement déficitaire et dégradée, en s'affichant à environ -685 K€. Il est ainsi proposé le versement d'une indemnité d'imprévision exceptionnelle s'élevant à 450 K€ pour le subdélégataire T3M, au titre de l'année 2021, étant précisé que ce dernier conserve une part

de risque dans la gestion de son exploitation, à hauteur d'environ 23% de son déficit prévisionnel.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De retirer la délibération n°M2022-230 visant à la signature d'un avenant n°6 à la convention de DSP de transport urbain ;
- D'approuver les termes de la convention valant protocole transactionnel 1 visant à formaliser le versement d'une indemnité d'imprévision exceptionnelle s'élevant à 450 K€, au bénéfice du subdélégataire T3M et au titre de l'année 2021 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

Mme Mathilde BORNE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-206918-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- DSP transport\_version protocole transactionnel.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.